

**ÉTABLISSEMENT**

**Communauté de Communes  
Vallée des Baux-Alpilles (13)**  
2 Avenue des Ecoles  
13520 Maussane les alpilles

# AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE TRAVAUX

## Pouvoir adjudicateur / Entité adjudicatrice

**Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur**

Communauté de Communes Vallée des Baux-Alpilles (13), Pauline SEGUY, 2 Avenue des Ecoles, 13520 Maussane les alpilles, FRANCE. Tel : +33 490545420. E-mail : pauline.seguy@ccvba.fr.

**Adresse(s) internet**

Site du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

**Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur**

Services généraux des administrations publiques.

## Description du marché

**Objet du marché**

Travaux de renouvellement du réseau et des branchements d'eau potable et d'assainissement Impasse de la Gazette à Saint Rémy de Provence

**Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics)**

45232410, 45232150

**Lieu d'exécution**

Impasse de la Gazette 13210 SAINT REMY DE PROVENCE  
Code NUTS : FR824

## Caractéristiques principales

Une visite de site est rendue obligatoire.

**Type de marché**

Travaux : Exécution

**Type de procédure**

Procédure adaptée

**La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics : Non.**

**Des variantes seront prises en considération : Non.**

**Le présent avis correspond à un avis périodique indicatif constituant une mise en concurrence.**

**L'avis implique un marché public.**

**Division en lots : Non.**

**Durée du marché ou délai d'exécution**

Durée en jours : 120 (à compter de la date de notification du marché).

## Conditions de délai

**Date limite de réception des offres ou des demandes de participation**

Lundi 11 septembre 2017 - 12:00

**Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre**

**Durée en jours : 120 (à compter de la date limite de réception des offres).**

## Conditions relatives au marché

**Cautionnement et garanties exigés :**

Cf CCAP

**Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :**

Cf CCAP

**Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :**

Cf RC

**Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature autre que la langue française**

Français.

**Unité monétaire utilisée : Euro.**

**L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : Non.**

**Conditions de participation****Critères de sélection des candidatures :**

Cf RC

**Situation juridique - références requises :**

Cf RC

**Capacité économique et financière****Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :**

Cf RC

**Capacité technique****Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :**

Cf RC

**Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat****Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :**

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire (si ces documents ne sont pas déjà demandés dans le cadre du formulaire DC2, ci-après).

- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après)

- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail) si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après).

**Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :**

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (renseignements à inscrire dans le formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché (documents à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

- Certificats de qualifications professionnelles (documents à fournir en annexe du formulaire DC2, si celui-ci est demandé par l'acheteur public).

public). La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>).

### **Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :**

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI2).

- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### **Critères d'attribution**

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous.

1: Prix 60%

2: Valeur technique 40%

**Une enchère électronique sera effectuée : Non.**

### **Autres renseignements**

**Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice**

CCVBA\_13\_A\_20170728W\_1

**Conditions de remise des offres ou des candidatures :**

Cf RC

**Renseignements complémentaires :**

Le DCE peut être retiré gratuitement à l'adresse suivante [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr).

### **Procédures de recours**

**Instance chargée des procédures de recours**

Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil 13006 Marseille FRANCE. Tél. +33 491134813. E-mail : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr).

**Introduction des recours**

Cf RC

### **Adresses complémentaires**

**Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus :**

Communauté de Communes Vallée des Baux 2 Avenue des écoles , à l'attention de Service commande publique , 13520 Maussane les Alpilles, FRANCE. Tél. +33 490545420. E-mail : [thibaut.viretto@ccvba.fr](mailto:thibaut.viretto@ccvba.fr). URL : <http://vallee-des-baux-alpilles.fr/>.

**Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus :**

, à l'attention de Régie de l'Eau et de l'Assainissement , , FRANCE. Tél. +33 432606284.

**Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :**

Communauté de Communes Vallée des Baux 2 Avenue des écoles , à l'attention de Service commande publique , 13520 Maussane les Alpilles, FRANCE. Tél. +33 490545420. E-mail : [thibaut.viretto@ccvba.fr](mailto:thibaut.viretto@ccvba.fr). URL : <http://vallee-des-baux-alpilles.fr/>.

**Adresse auprès de laquelle le cahier des charges et les documents complémentaires (y compris des documents relatifs à un dialogue compétitif et un système d'acquisition dynamique) peuvent être obtenus :**

Communauté de Communes Vallée des Baux 2 Avenue des écoles , à l'attention de Service commande publique , 13520 Maussane les Alpilles, FRANCE. Tél. +33 490545420. E-mail : [thibaut.viretto@ccvba.fr](mailto:thibaut.viretto@ccvba.fr). URL : <http://vallee-des-baux-alpilles.fr/>.

**Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées :**

Communauté de Communes Vallée des Baux 2 Avenue des écoles , à l'attention de Service commande publique , 13520 Maussane les Alpilles, FRANCE. Tél. +33 490545420. E-mail : [thibaut.viretto@ccvba.fr](mailto:thibaut.viretto@ccvba.fr). URL : <http://vallee-des-baux-alpilles.fr/>.

### **Date d'envoi du présent avis**

28 juillet 2017